

Burundi : L'Emissaire de l'ONU préconise un dialogue "inclusif" pour résoudre la crise

PANA, 26 mai 2018 New York, Etats-Unis - Des négociations inclusives restent le seul moyen de trouver une solution durable à la crise politique, socio-économique et humanitaire dans laquelle est entré le Burundi depuis 2015, a déclaré jeudi l'Emissaire des Nations unies pour la Région des Grands Lacs.

Dans un compte-rendu au Conseil de Sécurité, une semaine après que ce pays a voté en faveur d'une nouvelle Constitution, Michel Kafando, l'Emissaire spécial du Secrétaire général pour le Burundi, a indiqué que le scrutin s'est déroulé dans un calme relatif, mais que des irrégularités ont été signalées par des groupes de la Société civile l'opposition. La Commission électorale du Burundi a également rapporté des incidents lors du vote, mais ces derniers ne sont pas, selon elle, de nature à influencer le résultat final, a ajouté M. Kafando. Un communiqué de l'ONU a rappelé que la crise a éclaté en avril 2015, quand le président Pierre Nkurunziza a entamé sa campagne pour un troisième mandat contesté, ce qui a déclenché des manifestations et une tentative de coup d'Etat avorté. Alors que le Burundi aborde désormais une phase importante de son histoire, un dialogue inclusif, qui inclut également les acteurs régionaux, est essentiel pour surmonter les obstacles dans un climat de confiance mutuelle, selon l'Emissaire de l'ONU. L'absence de ces négociations de conciliation pourrait polariser davantage une situation politique déjà tendue, a averti M. Kafando. L'Emissaire spécial a également déclaré aux 15 membres du Conseil de Sécurité que si la situation sécuritaire au Burundi restait globalement calme, des incidents violents isolés demeurent une source de préoccupation, en appelant le gouvernement à poursuivre ses efforts pour renforcer la sécurité pour les citoyens ordinaires. Il a également invité les autorités burundaises à reprendre la coopération avec la commission d'enquête mise sur pied par le Conseil des droits de l'Homme, ainsi qu'avec le Bureau du Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR).

À

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});